

**MINISTERE  
DE  
L'ENVIRONNEMENT**

Luxembourg, le **27 OCT. 2008**

Arrêté N° : 1/06/0174

**LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,**

Vu la demande du 21 mars 2006, complétée le 30 octobre 2007, le 15 février 2008 et le 14 avril 2008, présentée par la S.A. ENECO au nom et pour compte du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, aux fins d'obtenir l'autorisation à aménager sur le territoire des communes de Bettembourg et de Dudelange, une zone d'activités industrielles dénommée « WOLSER »; que plus particulièrement l'autorisation est sollicitée pour les éléments suivants:

- ♦ l'exploitation de la zone précitée se composant de 10 plates-formes industrielles d'une surface totale brute de 95,6738 ha;
- ♦ l'aménagement final de la zone d'activités (5 plates-formes industrielles d'une surface totale de 46,9376 ha) comprenant:
  - les travaux de terrassement relatifs à l'aménagement
    - d'une voie de desserte permettant d'accéder aux plates-formes industrielles dénommées G, H et I;
    - de l'accès/sortie de secours de/vers la route de Noertzange (C.R. 164);
  - l'extension du réseau d'assainissement de type séparatif;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés;

Vu la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement ;

Vu l'enquête commodo et incommodo et l'avis émis en date du 19 juin 2008 par le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Bettembourg;

Vu l'enquête commodo et incommodo et l'avis émis en date du 18 juillet 2008 par le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Dudelange;

Considérant que pendant le délai légal d'affichage, aucune observation n'a été présentée à l'égard du projet susmentionné;

Arrêté N° : 1/06/0174



Considérant que la zone d'activités se compose de 10 plates-formes industrielles dénommées « A » à « J »; que les plates-formes « B, G, H, I et J » d'une surface de 46,9376 ha restent à être aménagées;

Considérant que les réseaux de distribution d'énergie électrique, de gaz et d'eau présents dans l'enceinte de la zone d'activités ne font pas objet de la demande; que ces réseaux sont exploités par des tiers;

Considérant que la zone d'activités est raccordée au réseau d'égout public;

Considérant que les eaux usées en provenance de la zone d'activités sont évacuées vers la station d'épuration de Bettembourg; que le projet d'agrandissement de la station d'épuration en question réserve une capacité de traitement des eaux usées de 886 équivalents-habitants aux plates-formes non encore aménagées; qu'il s'impose dès lors de limiter le débit en eaux usées en provenance des plates-formes non encore aménagées de la zone d'activités jusqu'à ce qu'il est garanti qu'un plus grand débit en eaux usées peut être épuré de manière adéquate;

Considérant que les eaux pluviales en provenance de la zone d'activités sont raccordées en deux points au ruisseau-récepteur « Didelengerbaach »; que les plates-formes

- C, D, E, F, G, H et I y sont raccordées par l'intermédiaire d'une rétention des eaux pluviales centralisée et d'un système de sécurité permettant de protéger le cours d'eau récepteur en cas d'un incendie respectivement en cas de déversement de substances chimiques;
- A, B et J ne disposent actuellement pas d'une rétention des eaux pluviales centralisée et d'une rétention des eaux d'extinction centralisée;

Considérant que le bassin de rétention des eaux pluviales et le système de sécurité des plates-formes C, D, E, F, G, H et I se composent, entre autres, d'un bassin de rétention d'une capacité de 15.000 m<sup>3</sup>, d'un bassin de sécurité de 400 m<sup>3</sup> et d'une cuve de rétention pour eaux contaminées de 30 m<sup>3</sup>; que ces ouvrages se situent dans la zone industrielle avoisinante « Scheleck I » sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de Bettembourg, section A de Bettembourg, sous les numéros 1955/9571 et 1955/8918;

Considérant que les ouvrages précités ont été aménagés par le Ministère de l'Economie pour traiter en premier lieu les eaux en provenance de plusieurs plates-formes industrielles (C, D et F) de la zone « Wolser »; que les ouvrages, bien que se situant en dehors de l'enceinte des plates-formes industrielles faisant objet de la demande, sont à considérer comme installations connexes à l'établissement sollicité;

Considérant qu'il ressort du dossier que le système de sécurité précité a été dimensionné de manière à disposer d'une réserve suffisante pour traiter les eaux en provenance des plates-formes G, H et I; que la présence du système de sécurité ne dégage toutefois pas de l'obligation d'analyser l'aptitude de ce dernier par rapport au risque particulier d'un nouvel établissement projetant de s'implanter dans la zone d'activités;



Considérant que l'aménagement des plates-formes B et J de la zone d'activités augmentera le débit des eaux pluviales en provenance des surfaces rendues étanches; que l'acheminement contrôlé des eaux pluviales vers le cours d'eau récepteur doit être garanti lors de l'aménagement des plates-formes précitées;

Considérant que la situation olfactive existante dans les alentours immédiats de la zone d'activités n'a pas été déterminée du fait que les plates-formes non encore aménagées de la zone en question ne sont pas prévues d'office pour des établissements générant des émissions d'odeurs significatives; que par conséquent, chaque établissement souhaitant s'implanter dans la zone en question et générant des émissions d'odeurs significatives devra déterminer la situation olfactive déjà existante dans le voisinage et la mettre en relation avec l'impact supplémentaire généré par le projet;

Vu l'évaluation de l'impact acoustique de la zone d'activités sur les alentours immédiats, effectuée par l'organisme agréé « Luxcontrol S.A. » en date du 3 mars 2006 (référence n° 23016219.ZUR) ainsi que son complément du 22 octobre 2007 ayant la référence n° 23016219.2MOS; évaluation ayant mis en relation l'impact supplémentaire des plates-formes industrielles non encore aménagées avec la situation acoustique déjà existante dans les alentours immédiats de la zone faisant objet du présent arrêté;

Considérant que l'évaluation de l'impact acoustique de la zone d'activités tient compte de l'impact acoustique spécifique déjà accordé aux établissements existants dans la zone d'activités; qu'il ressort du dossier de demande que certaines plates-formes déjà aménagées bénéficient d'un potentiel supplémentaire en ce qui concerne les émissions de bruit;

Considérant que la plate-forme industrielle « J » comprend actuellement un merlon limitant l'impact acoustique de la plate-forme « A » sur la maison d'habitation la plus proche;

Vu l'étude historique quant à l'évolution des activités sur le site faisant objet du présent arrêté; étude n° B841.I.1 élaborée le 4 juillet 2007 par l'organisme agréé ProSolut S.A.;

Vu le contrôle de l'état de pollution du sol et du sous-sol effectué par l'organisme agréé Prosolut S.A.; qu'il en résulte du rapport y relatif, rapport n° B863.I.1 du 24 octobre 2007, qu'

- une contamination locale par des HAP a été constatée dans un échantillon pris dans le merlon situé au nord de la plate-forme A (Lamesch); que cette pollution est qualifiée comme pas mobilisable et ne présentant pas de risques pour l'environnement ou la santé publique dans la configuration actuelle du merlon;
- les matériaux argileux ayant servi au remblai de la zone d'activité ont une teneur élevée en hydrocarbures aliphatiques d'origine géogène;

Considérant que les plates-formes industrielles non encore aménagées (B, G, H, I et J) se situent dans une zone prévue à ces fins en conformité avec

- la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;
- la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire;

Considérant qu'une zone non aedificandi se superpose partiellement sur les plates-formes industrielles C et H; zone non aedificandi instaurée par la partie graphique du plan d'aménagement général de la commune de Bettembourg due à la présence de réservoirs à gaz aménagés sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de Bettembourg, section A de Bettembourg, sous le numéro 1736/8715;

Considérant que les conditions imposées dans le cadre du présent arrêté sont de nature à limiter les nuisances sur l'environnement à un minimum;

## A R R Ê T E:

**Article 1er:** L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions suivantes:

### 1) Eléments autorisés:

*Concernant l'emplacement:*

1) Les éléments concernés par le présent arrêté doivent être aménagés et exploités sur le territoire des communes de Bettembourg et de Dudelange, plus précisément sur les parcelles cadastrales suivantes:

Commune de BETTEMBOURG		Documentation cadastrale : 2006	
Section A de BETTEMBOURG			
1862/5986	1911/8641	1911/8746	1911/8749
1863/5988	1911/8744	1911/9017	1955/9571
1911/8640	1911/8745	1911/9018	1955/8918
Commune de BETTEMBOURG		Documentation cadastrale : 2006	
Section D des HUNCHERANGE			
654/1391	---	---	---
Commune de BETTEMBOURG		Documentation cadastrale : 2006	
Section E des NOERTZANGE			
463/1	482/1468	510/1466	482/1470
480/275	482/1469	510/1472	---
482/1464	482/1471	518/1613	---
Commune de DUDELANGE		Documentation cadastrale : 2006	
Section A de BUDERSBERG			
1091/8497	1266/7613	1304/7617	1486/8849
1112/7610	1276/7614	1304/7618	1486/8850
1157/7611	1304/7615	1451/8517	1486/8851
1227/7612	1304/7616	1451/8518	---

L'emplacement des plates-formes industrielles résulte du plan n° I-107 (Indice d) dressé par Schröder & Associés en date du 6 juin 2007 et figurant en annexe du dossier de demande modifié.



Arrêté n°: 1/06/0174

### *Concernant les différents éléments autorisés:*

2) Sont autorisés les éléments suivants:

- l'exploitation de la zone précitée (10 plates-formes industrielles d'une surface totale brute de 95.6738 ha) et comprenant les infrastructures suivantes:
  - un réseau d'assainissement de type séparatif se composant de
    - deux collecteurs "Eaux usées" raccordés chacun à la station d'épuration de Bettembourg;
    - deux collecteurs "Eaux pluviales" déversant chacun dans le ruisseau-récepteur «Didelengerbaach» dont un par l'intermédiaire des ouvrages suivants:
      - un bassin de rétention des eaux pluviales disposant d'une capacité de rétention de 15000 m<sup>3</sup> et limitant le débit sortant à 1100 l/s ;
      - un bassin de sécurité de 400 m<sup>3</sup> et une cuve de rétention pour eaux contaminées de 30 m<sup>3</sup>;
- l'aménagement final de la zone d'activité (5 plates-formes industrielles d'une surface totale de 46.9376 ha) comprenant:
  - les travaux de terrassement relatifs à l'aménagement
    - d'une voie de desserte permettant d'accéder aux plates-formes industrielles dénommées G, H et I;
    - de l'accès/sortie de secours de/vers la route de Noertzange (C.R. 164);
  - l'extension du réseau d'assainissement de type séparatif.

3) Ne sont pas couverts par le présent arrêté, les éléments suivants :

- l'aménagement et l'exploitation des réseaux de distribution d'énergie électrique, de gaz et d'eau.

### II) Modalités d'application:

1) L'établissement doit être aménagé et exploité conformément à la demande du 21 mars 2006, complétée le 30 octobre 2007, le 15 février 2008 et le 14 avril 2008, sauf en ce qu'elle aurait de contraire aux dispositions du présent arrêté. Ainsi le dossier de demande fait partie intégrante du présent arrêté. L'original du dossier de la demande, qui vu sa nature et sa taille, n'est pas joint au présent arrêté, peut être consulté par tout intéressé au siège de l'Administration de l'environnement, sans déplacement.

2) L'exploitant doit renseigner l'Administration de l'environnement sur chaque établissement (entreprise) qui sera nouvellement établi dans la zone d'activités.

3) Lors d'un contrôle d'inspection, une copie de la présente autorisation d'exploitation doit être mise à la disposition des autorités de contrôle compétentes.



### III) Conditions spécifiques en relation avec l'aménagement de la zone d'activités:

#### **conditions spécifiques en matière d'aménagement de la zone d'activités:**

*en ce qui concerne la gestion des eaux générées à l'intérieur de la zone :*

1) Les plates-formes industrielles ne peuvent être aménagées que sous condition que les eaux y générées (eaux résiduares et eaux pluviales) soient collectées par un système de gestion des eaux répondant aux conditions formulées ci-après.

2) Le système de gestion des eaux doit comporter deux réseaux distincts, à savoir :

- un réseau pour la collecte et l'évacuation des eaux résiduares dénommé par la suite « réseau des eaux résiduares » ;
- un réseau pour la collecte et l'évacuation des eaux de pluie et de drainage dénommé ci-après « réseau des eaux pluviales ».

3) Les réseaux de canalisation précités doivent être parfaitement étanches.

4) Le réseau des eaux résiduares de la zone d'activités doit être raccordé au réseau d'égout public prévu pour les eaux usées.

5) Le réseau des eaux pluviales doit être raccordé au ruisseau-récepteur «Didelengerbaach» sous condition que les débits de rejet n'occasionnent pas de perturbations hydrauliques de celui-ci. A cette fin, la canalisation pour eaux pluviales en provenance des plates-formes industrielles C, D, E, F, G, H, I doit être raccordée au bassin de rétention suivant:

	Emplacement Parcelle	Capacité [m3]	Débit sortant [l/s]
Bassin aménagé au lieu-dit « Preteschacker »	1955/9571 et 1955/8918	15.000	1.100

6) Le réseau des eaux pluviales doit pouvoir être bloqué au point de rejet dans le ruisseau récepteur afin de pouvoir intervenir directement en cas d'un sinistre et de limiter un écoulement de substances polluantes vers le milieu aquatique.

*en ce qui concerne la rétention des eaux d'extinction:*

7) Le bassin et la cuve servant à la rétention des eaux d'extinction doivent être construits de manière (avec les matériaux et revêtements appropriés) à garantir une parfaite étanchéité contre les agents d'extinction, une résistance à l'action physique et chimique des eaux et/ou substances qu'ils sont susceptibles de contenir, ainsi qu'une stabilité suffisante au feu.

8) Le système de sécurité des plates-formes C, D, E, F, G, H et I (bassin et cuve servant à la rétention des eaux d'extinction) doit être équipé avec des vannes de fermeture pouvant être actionnées automatiquement depuis chaque établissement (entreprise) y raccordé ainsi que depuis le poste central accessible aux corps d'intervention.

Le bon fonctionnement de ces vannes doit être garanti en permanence. A cette fin, le système de sécurité en question doit être soumis à un entretien régulier. Un contrat d'entretien avec une entreprise spécialisée en la matière est à conclure à cette fin.

*en ce qui concerne les émissions de bruit :*

9) Le raccordement de la zone d'activités à la route de Noertzange (C.R. 164) ne doit servir que d'accès/sortie de secours. Afin d'éviter toute autre utilisation, le point de raccordement doit être pourvu d'une barrière bloquant en régime normal l'accès/sortie de vers la route de Noertzange.

10) La plate-forme industrielle « J » doit être aménagée de sorte à ne pas favoriser la propagation des émissions de bruit de la plate-forme « A » vers l'immeuble d'habitation située en zone « Schelek II » (IP11). Avant d'entamer des modifications au merlon actuellement présent sur la plate-forme « J », une étude détaillée doit prouver que les modifications projetées ne vont pas réduire l'effet « écran » entre les points précités. Le cas échéant, des mesures supplémentaires (p.ex. écran anti-bruit) devront être mises en place.

L'étude en question doit être élaborée par un organisme agréé par le Ministre de l'Environnement, dans le cadre de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement.

*en ce qui concerne la réception des aménagements de la zone d'activités:*

11) La réception requise dans le cadre du présent arrêté ne peut, sauf indication contraire de l'autorité compétente, être effectuée que par un organisme agréé par le Ministre de l'Environnement, dans le cadre de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement.

12) L'Administration de l'environnement doit être informée au préalable de la date exacte de la réception. Une copie de chaque rapport de réception doit être envoyée directement par l'organisme agréé à l'Administration de l'environnement. Simultanément chaque rapport est à envoyer au destinataire du présent arrêté.

13) Sans préjudice de l'obligation de respecter les conditions du présent arrêté, et pour le cas où le rapport prémentionné fait ressortir des points à incriminer (non-conformités, modifications, etc.), le destinataire du présent arrêté est tenu d'établir une prise de position détaillée relative aux conclusions et recommandations de l'organisme agréé. Cette prise de position doit en plus comprendre un échéancier précis dans lequel le destinataire du présent arrêté compte se conformer aux exigences du présent arrêté.

La prise de position, accompagnée d'une copie du rapport en question, est à envoyer à l'Administration de l'environnement dans un délai de trente jours à partir de la date de la lettre d'accompagnement certifiant l'envoi du rapport spécifique aux parties concernées.

14) Afin de permettre que la réception soit réalisée conformément aux exigences requises, le destinataire du présent arrêté doit mettre à la disposition de l'organisme agréé le présent arrêté, le dossier de demande intégral ainsi que toute autre pièce spécifique nécessaire.

*concernant la réception des aménagements de la zone d'activités:*

15) Le destinataire du présent arrêté doit charger un organisme agréé d'établir un rapport de réception des aménagements de la zone d'activités. Ce rapport doit être présenté à l'Administration de l'environnement dans un délai de deux ans à partir de la notification du présent arrêté. Il doit contenir entre autres:

- une vérification de la conformité des équipements, des installations, des infrastructures et des dispositions techniques par rapport:
  - aux indications et plans figurant dans la demande d'autorisation (sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté);
  - à l'objet et aux prescriptions du présent arrêté;
- une vérification que les travaux de mise en place des installations, des équipements, des infrastructures et des dispositions techniques et antipollution ont été effectués suivant les règles de l'art;
- mentionner toutes les modifications par rapport aux éléments autorisés par le présent arrêté.

La réception doit se baser sur un plan «as-built» des réseaux de canalisation internes de la zone d'activité, lequel doit figurer en annexe du rapport de réception. Le plan dont question doit être dressé par un bureau spécialisé dans la matière.

*concernant le contrôle d'étanchéité du réseau de canalisation de la zone d'activités:*

16) Un contrôle d'étanchéité des réseaux de canalisation de la zone d'activités doit être effectué par une entreprise spécialisée en la matière. Ce contrôle doit se faire conformément aux dispositions des normes allemandes respectives.

Le contrôle d'étanchéité de l'extension des réseaux de canalisation doit être effectué avant l'aménagement des plates-formes industrielles y raccordées (G, H et I). Les réseaux existants doivent être soumis au même contrôle dans un délai de 12 mois à compter de la date du présent arrêté.

Les rapports de contrôle y relatifs doivent être transmis sans délais à l'Administration de l'environnement. Le cas échéant, le rapport précité doit être accompagné d'une prise de position du bénéficiaire du présent arrêté renseignant sur les mesures d'étanchement supplémentaires à réaliser afin de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

**concernant les travaux d'aménagement:**

17) Une copie du présent arrêté doit être remise à chaque entreprise chargée des travaux de chantier, ceci avant le début des travaux.





*concernant la protection des eaux:*

18) Il est interdit de déverser dans le milieu ambiant ou dans la canalisation publique des eaux et/ou des substances pouvant provoquer, dans le cours d'eau récepteur, une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux ainsi que compromettre leur conservation et leur écoulement.

19) L'évacuation des eaux sanitaires, des eaux de fouilles et, le cas échéant, des eaux usées en provenance de l'installation de nettoyage de pneus se fera de manière appropriée. Il est interdit d'évacuer les eaux en question par déversement sur la voie publique.

20) Les produits chimiques présentant un risque de pollution pour l'environnement (produits pétroliers, stabilisateurs du sol, etc) doivent être entrestockés, manipulés et employés de façon à éviter toute pollution du milieu aquatique.

*concernant les eaux de fouilles:*

21) Toutes les eaux de fouilles ainsi que les eaux de surfaces souillées par des matières inertes doivent être évacuées vers les fossés- récepteurs, sous condition de respecter une augmentation maximale de la teneur en matières en suspension à 100 mg/l dans le cours d'eau récepteur et de représenter un débit inférieur à 15% du débit du cours d'eau. Pour ce faire, il y a lieu d'aménager, le cas échéant, un bassin de décantation de capacité appropriée. Le bassin de décantation doit être débarrassé aussi souvent qu'il est nécessaire des boues y retenues. Ces boues sont à considérer comme déchets dangereux dans la mesure où elles sont contaminées. Sont considérés comme déchets dangereux les produits, substances et matériaux contenant ou contaminés par des produits ou substances qui, considérés tout seuls seraient classés comme déchets dangereux.

*concernant les eaux usées en provenance de l'installation/aire de nettoyage de pneus:*

22) Le rejet d'eaux usées en provenance de l'installation de nettoyage de pneus doit se faire vers les fossés-récepteurs. Le rejet se fait sous réserve que la concentration de matières en suspension dans les eaux usées soit inférieure à 100 mg/l. Le cas échéant, ces eaux doivent être raccordées préalablement à leur rejet à un bassin de décantation dimensionné de façon à garantir le respect de la valeur limite précitée.

23) L'utilisation de flocculants et de produits de nettoyage dans le cadre de l'exploitation de l'installation de nettoyage de pneus est interdite.

24) L'installation de nettoyage de pneus doit être débarrassée aussi souvent qu'il est nécessaire des boues y retenues. Ces boues sont à considérer comme déchets dangereux dans la mesure où elles sont contaminées par des hydrocarbures.

*concernant les eaux usées sanitaires:*

25) Durant la phase chantier, des toilettes en nombre suffisant doivent être mises à la disposition des personnes occupées sur le chantier. Les eaux usées sanitaires en provenance de toilettes et autres installations sanitaires doivent être évacuées, soit vers le réseau d'égout public pour eaux usées, conformément au règlement communal sur la canalisation, soit être recueillies dans une (des) citerne(s) étanche(s), dépourvue(s) d'un trop-plein.

Les eaux usées de toilettes chimiques doivent obligatoirement être recueillies dans une (des) citerne(s) étanche(s), dépourvue(s) d'un trop-plein.

Les produits chimiques utilisés dans des toilettes chimiques ne doivent pas contenir des substances difficilement biodégradables, telles que le formaldéhyde ou des détergents cationiques. De préférence sont à utiliser des produits portant un label écologique, tel que le «Blauer Engel».

Les citernes prémentionnées doivent être vidangées régulièrement et chaque fois qu'il y a nécessité par une entreprise autorisée à cet effet.

*concernant la protection de l'air:*

26) L'évacuation des émissions de gaz et de poussières doit se faire de la sorte à ne pas incommoder les voisins par des mauvaises odeurs, ni constituer un risque pour leur santé.

27) Tout brûlage et tout enfouissement de déchets sont interdits.

*concernant les groupes électrogènes:*

28) Les groupes électrogènes utilisés pour la production d'énergie électrique, ayant une puissance inférieure à 200 kW doivent satisfaire aux critères de l'état actuel de la technologie et être réglés de façon à ce que les rejets de polluants soient limités à un strict minimum.

29) Les groupes électrogènes utilisés pour la production d'énergie électrique, ayant une puissance supérieure ou égale à 200 kW, doivent respecter les limitations suivantes:

- la teneur en poussières doit être inférieure à 100 mg/Nm<sup>3</sup>;
- la teneur en monoxyde de carbone doit être inférieure à 650 mg/Nm<sup>3</sup>;
- la teneur en oxydes d'azote exprimés en tant que dioxyde d'azote doit être inférieure à :
  - 350 mg/Nm<sup>3</sup> pour les moteurs à allumage commandé ;
  - 500 mg /Nm<sup>3</sup> pour les moteurs diesel à gaz ;
  - 1.000 mg/Nm<sup>3</sup> pour les autres.

Les valeurs indiquées ci-avant se rapportent à 5% en volume O<sub>2</sub>.

Pour les moteurs à allumage par compression toutes les possibilités de réduire autant que possible les émissions d'oxydes d'azote sont à mettre en oeuvre.

30) La teneur en soufre des carburants liquides doit être inférieure à 0.05 %.



Arrêté : 1/06/0174

31) Les groupes électrogènes, ayant une puissance électrique supérieure ou égale à 200 kW, ne peuvent être utilisés sur le chantier que s'ils ont été soumis au courant des trois années précédentes à un contrôle des rejets de polluants dans l'atmosphère, effectué par un organisme agréé.

Les pièces justificatives des contrôles relatifs aux rejets de polluants doivent être tenues à la disposition des agents de contrôle sur le lieu d'exploitation.

*les exigences en matière de réduction des émissions de poussières résultant des travaux d'excavation/terrassement:*

32) Les voies de circulation, les aires de manœuvre et de stockage doivent être entretenues de manière à limiter la formation et l'envol de poussières au strict minimum. Le cas échéant, les voies de circulation et les aires de manœuvre doivent être humidifiées de manière appropriée.

33) Les stockages au sol de matières pulvérulentes doivent, le cas échéant, être stabilisés de manière à éviter les envols de poussières au strict minimum. A cette fin des mesures tel que l'humidification du stockage sont à mettre en œuvre, le cas échéant.

34) Des mesures appropriées telles que le nettoyage des roues sont à mettre en œuvre, le cas échéant, afin de limiter au strict minimum les souillures de la voie publique.

En cas de souillure de la voie publique le(s) responsable(s) du chantier doit(vent) veiller à ce que la chaussée soit nettoyée dans les meilleurs délais.

*concernant la protection du sol et du sous-sol:*

35) Les responsables du chantier prendront toutes les mesures afin d'éviter les pertes d'huiles, d'essences et d'autres hydrocarbures.

36) Toute perte d'un produit chimique liquide présentant un risque de pollution de l'environnement (hydrocarbures, etc.) doit être immédiatement recueillie.

37) Les produits chimiques liquides présentant un risque de pollution de l'environnement (hydrocarbures, etc.) doivent être contenus dans des récipients construits suivant les règles de l'art. Ces récipients doivent présenter toutes les garanties nécessaires de solidité, de rigidité, de stabilité et d'étanchéité.

38) L'entreposage prolongé des récipients contenant un produit chimique liquide présentant un risque de pollution de l'environnement (hydrocarbures, etc.) doit s'effectuer à l'intérieur ou au-dessus d'une cuve étanche aux produits stockés et à l'eau. Cette cuve doit avoir une capacité égale ou supérieure à la capacité du plus grand récipient augmentée de 10 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la cuve. Dans le cas d'un seul récipient, la cuve doit avoir une contenance au moins égale à la capacité du stockage.

39) Les récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

40) Des produits fixants ou produits absorbants appropriés doivent être tenus en réserve afin de pouvoir retenir ou neutraliser des produits chimiques accidentellement répandus. Ces produits doivent être stockés en des endroits visibles et facilement accessibles avec les moyens nécessaires à leur mise en oeuvre.

*les exigences en matière du stockage d'hydrocarbures:*

41) Le stockage des hydrocarbures nécessaires aux engins/équipements doit être effectué sur une aire comportant un sol étanche munie d'une rétention suffisante pour contenir tout déversement accidentel.

D'une façon générale, les réservoirs doivent être placés dans une cuve étanche aux produits pétroliers et à l'eau.

Cette cuve doit avoir une capacité égale ou supérieure

- à la moitié de la capacité totale des réservoirs qu'elle contient;
- à la capacité du plus grand réservoir augmenté de 10 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la cuve.

Dans le cas d'un seul réservoir, la cuve aura une contenance au moins égale à la capacité du stockage.

N'est (Ne sont) pas couvert(s) par le présent arrêté, le (ou les) réservoir(s) servant à stocker des hydrocarbures (gas-oil, huiles usées, etc..) et ayant une capacité totale supérieure ou égale à 300 litres.

En ce qui concerne plus particulièrement les tonneaux qui contiennent des hydrocarbures, ceux-ci doivent être placés à l'intérieur ou au-dessus d'une cuve. Cette cuve doit être imperméable aux produits pétroliers et à l'eau et doit avoir une capacité d'au moins la moitié de la capacité totale des tonneaux qu'elle peut contenir (p. ex. conteneur à étagères, Regalcontainer für wassergefährdende Stoffe). En-dessous des bouches de soutirage des tonneaux, des cuves ou des matériaux absorbants doivent être aménagés afin de recueillir ou d'absorber d'éventuelles pertes lors des opérations de transvasement. Les matières absorbantes ainsi imprégnées doivent être éliminées en tant que déchets dangereux.

*les exigences en matière de ravitaillement des engins/équipements:*

42) Le ravitaillement des engins/équipements de chantier doit se faire sans entraîner de fuite ou de perte de carburant.

Les opérations de transvasement doivent être surveillées visuellement par une personne.

43) Le ravitaillement des engins/équipements de chantier doit se faire sur une (des) aire(s) étanche(s) aux hydrocarbures et permettant de recueillir des fuites ou pertes éventuelles.

44) Toute perte d'hydrocarbures doit être immédiatement recueillie.

45) Des produits fixants ou produits absorbants appropriés doivent être tenus en réserve afin de pouvoir retenir ou neutraliser des produits chimiques accidentellement répandus. Ces produits doivent être stockés sur l' (les) aire(s) de ravitaillement en des endroits visibles et facilement accessibles, et avec les moyens nécessaires à leur mise en oeuvre. Les produits absorbants usagés doivent être collectés et entreposés dans un conteneur spécial.



1/08/0174

*concernant la lutte contre le bruit:*

46) On entend par « jour » l'espace de temps compris entre 7.00 h et 22.00 h. On entend par « nuit » l'espace de temps compris entre 22.00 h et 7.00 h.

47) A la limite de la propriété la plus proche bâtie, dans laquelle séjournent à quelque titre que ce soit des personnes soit de façon continue, soit à des intervalles réguliers ou rapprochés, les niveaux de bruit équivalents en provenance du chantier ne doivent pas dépasser

la valeur de 70 dB(A)Leq pendant le jour et

la valeur de 60 dB(A)Leq pendant la nuit.

Toutefois, si le bruit en provenance du chantier est perceptible à l'intérieur d'une agglomération, le niveau de bruit, mesuré à la limite de l'agglomération, ne doit pas dépasser

la valeur de 65 dB(A)Leq pendant le jour et

la valeur de 40 dB(A)Leq pendant la nuit.

Les niveaux de bruit causés par toutes les sources de bruit émettant des niveaux constants tels que, les groupes électrogènes, les compresseurs etc. ne doivent pas dépasser à la limite de l'agglomération

la valeur de 55 dB(A) Leq pendant le jour et

la valeur de 35 dB(A) Leq pendant la nuit.

48) Les mesures du bruit sont à exécuter conformément à l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers.

49) Dans le cas où le spectre de bruit est dominé par une tonalité précise perceptible dans les alentours immédiats du chantier, le niveau de bruit y déterminé est à majorer de 5 dB(A).

50) Dans le cas où des bruits impulsifs répétés se superposent au niveau sonore de base et dépassent ce niveau de 10 dB(A), le Leq déterminé est à majorer de 5 dB(A).

*concernant la prévention et la gestion des déchets:*

51) Tous les déchets doivent dans toute la mesure du possible être prioritairement valorisés en vue de leur réintroduction dans le circuit économique. Les déchets qui se prêtent à une valorisation doivent être collectés, triés et traités de façon notamment à récupérer un maximum de matières premières secondaires.

52) L'exploitant doit veiller à ce que la valorisation ou l'élimination des déchets qu'il produit soit conforme à tous niveaux à la législation applicable en la matière. Cette responsabilité joue même lorsqu'il a recours à un tiers pour s'assurer de cette tâche.

*les déchets généraux résultant de l'excavation et du terrassement:*

53) La collecte des déchets en question doit se faire de façon à :

- ne pas ajouter aux déchets de l'eau ou toute autre substance;
- ne pas mélanger les différents déchets dans la mesure où le traitement séparé est requis pour les besoins de la valorisation ou de l'élimination;
- séparer les différents déchets dont la collecte sélective s'avère impossible.

54) Tout transfert de déchets doit respecter la réglementation européenne et, le cas échéant, les règlements nationaux en relation avec les transferts nationaux et internationaux de déchets ainsi que les dispositions afférentes de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

*les déchets inertes non-contaminés résultant de l'excavation et du terrassement:*

55) Les matériaux de d'excavation et de terrassement seront utilisés de préférence au lieu même du chantier.

56) Les déchets inertes résultant de travaux de d'excavation ou de terrassement ne peuvent être mis en décharge que dans la mesure où l'exploitant fait preuve que ces déchets ne peuvent plus être valorisés ou recyclés et ne présentent pas de contaminations susceptibles de nuire à la santé de l'homme ou à l'environnement de quelque façon que ce soit.

57) En application du point 2.1.2.3.a) de l'annexe II du règlement grand-ducal du 24 février 2003 concernant la mise en décharge des déchets tel que modifié par le règlement grand-ducal du 17 février 2006, les éventuelles terres d'excavation qui proviennent du site et qui présentent des concentrations naturelles élevées en hydrocarbures sont à éliminer sur une décharge pour déchets inertes à condition que cette décharge se trouve dans la région d'où proviennent ces déchets, c. à d. la décharge de Bettembourg / Dudelange.

58) La mise en décharge devra se faire dans une décharge autorisée pour déchets inertes. Ces déchets doivent dans toute la mesure du possible être prioritairement valorisés en vue de leur réintroduction dans le circuit économique. Les transports afférents se feront en limitant au minimum les pertes et souillures de la voie publique.

*les déchets inertes contaminés résultant de l'excavation et du terrassement:*

59) Les déchets inertes provenant notamment de travaux d'excavation et du terrassement sont à considérer comme des déchets dangereux dans la mesure où ils sont contaminés. Sont considérés comme déchets dangereux les produits, substances et matériaux contenant ou contaminés par des produits ou substances qui, considérés tout seuls seraient classés comme déchets dangereux.

60) En cas de découverte d'une contamination par des produits/substances dangereux pour l'environnement lors des travaux de démolition ou d'excavation,

- toutes les mesures doivent immédiatement être prises afin d'éviter une extension de la contamination;



- l'exploitant doit avertir dans les plus brefs délais possibles l'Administration de l'environnement;
- le plan et la méthode d'assainissement avec une notice d'évaluation des nuisances pour l'environnement lors des travaux d'assainissement doivent être présentés à l'Administration de l'environnement.

61) Les travaux spécifiques d'excavation ainsi que les travaux d'assainissement doivent être effectués par une entreprise spécialisée en la matière et doivent être surveillés par un organisme agréé.

62) Les déchets inertes contaminés doivent être remis à un collecteur privé ou public ou à une entreprise qui exécute les opérations d'élimination à condition que ceux-ci soient titulaires d'une autorisation requise à cet effet.

63) Tout transfert de déchets doit respecter la réglementation européenne et, le cas échéant, les règlements nationaux en relation avec les transferts nationaux et internationaux de déchets ainsi que les dispositions afférentes de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

64) Au cas où le volume des déchets inertes contaminés dépasse 200 m<sup>3</sup> et une situation d'urgence nécessitant des interventions immédiates afin d'éviter des pollutions ou autres atteintes pour l'environnement n'est pas donnée, une demande d'autorisation relative à la législation des établissements classés doit être introduite en vue de décontaminer un site pollué. Les travaux d'assainissement ne peuvent, dans ce cas, être entamés qu'après la délivrance de l'autorisation.

65) Au cas où les matières polluées ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant doit procéder à leur entreposage dans des conditions à éviter tout écoulement, toute évaporation de substances polluantes ou toute extension de la pollution. Ce stockage doit également se faire à l'abri des intempéries. Des précautions doivent être prises afin de ne pas mélanger les matières polluées avec des terres provenant d'un autre endroit.

66) Sur demande motivée de l'Administration de l'environnement, l'exploitant doit faire établir par un organisme agréé un programme analytique détaillé et précis en vue de la détection et de la quantification d'une pollution éventuelle.

67) Un rapport final renseignant sur l'état du site après les travaux de démolition et d'excavation doit être établi par l'organisme chargé de la surveillance du chantier et doit être remis à l'Administration de l'environnement.

#### IV) Conditions d'exploitation applicables à tout établissement (entreprise):

Sans préjudice des conditions stipulées dans le cadre des autorisations d'exploitation délivrées pour des établissements (entreprises) soumis(es) à une autorisation en vertu de la loi modifiée du 10 juin 1999, tout établissement (entreprise) implanté(e) dans la zone d'activités doit remplir les conditions arrêtées dans le cadre du présent chapitre.

A ce sujet, un règlement interne de la zone d'activités doit être établi par l'exploitant de la zone d'activités en tenant compte des prescriptions mentionnées ci-après. Une copie de ce règlement doit être adressée à l'Administration de l'environnement.

#### **IV.1) Protection de l'air:**

1) L'évacuation des émissions de gaz et de poussières doit se faire de la sorte à ne pas incommoder les voisins par des mauvaises odeurs, ni constituer un risque pour leur santé.

2) Tout brûlage de déchets à l'air libre est interdit.

#### **IV.2) Protection des eaux:**

*concernant l'évacuation des eaux:*

1) Tous (Toutes) les établissements (entreprises) établi(e)s dans la zone en question doivent être raccordé(e)s correctement aux réseaux de canalisations de la zone et les points de raccordement doivent être pourvus de regards de contrôle, permettant la prise d'échantillons en toute sécurité.

2) Le réseau d'égout interne d'un établissement doit être du type séparatif de manière à garantir que les eaux résiduaires soient évacuées vers le réseau des eaux résiduaires et les eaux de pluie et de drainage vers le réseau des eaux pluviales.

3) Ne peuvent être déversés dans l'égout, d'une façon générale, des liquides et matières pouvant

- nuire au personnel de l'administration chargée de la surveillance et de l'entretien du réseau d'égout et des installations d'épuration;
- détériorer les conduites et les installations;
- compromettre le traitement et l'utilisation ultérieures des eaux résiduaires et/ou des boues résultant du traitement de ces eaux;
- provoquer, dans le cours d'eau récepteur, une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux ainsi que compromettre leur conservation et leur écoulement.

4) Il est interdit notamment d'introduire dans l'égout

- des corps pouvant l'obstruer, tels que déchets de cuisine, balayures, sables, ciment, cendres, cartons, bandes hygiéniques, matières plastiques, etc., même après traitement dans un broyeur;
- des hydrocarbures tels que solvants organiques (chlorés et non-chlorés), des huiles minérales, des graisses et des huiles végétales et animales, des émulsions, etc.;
- des produits chimiques tels qu'acides, bases, phénols, sels de métaux lourds, cyanures, etc.; font exception, les substances facilement biodégradables comme les alcools inférieurs (par exemple alcool éthylique, glycols) et autres substances similaires lorsqu'elles sont déversées en faibles quantités;
- des résidus de produits toxiques et/ou écotoxiques, des résidus contenant des organismes contagieux, etc.;



1/06/0174



- des substances radioactives qui n'ont pas fait l'objet d'une autorisation spécifique par le Ministre de la Santé;
- des matières qui par suite de putréfaction, de décomposition, de fermentation ou de toute autre circonstance répandent des émanations nuisibles, incommodes ou une forte odeur;
- des matières combustibles ou pouvant provoquer une explosion;
- des eaux chaudes d'une température supérieure à 40°C à l'entrée dans les égouts. Le raccordement direct au réseau d'égout des conduites de vapeur et des purgeurs de chaudière est défendu;
- des eaux courantes.

*conditions concernant l'évacuation des eaux usées:*

5) Toutes les eaux usées doivent être évacuées par le réseau des eaux résiduaires conformément aux dispositions du règlement communal sur la canalisation.

*concernant le traitement des eaux usées:*

6) La charge polluante journalière moyenne rejetée sur les plates-formes industrielles « B, G, H, I et J » de la zone d'activité est à limiter de manière à ce que la charge polluante ne dépasse pas 20 équivalents-habitants/ha.

*concernant l'évacuation des eaux pluviales et des eaux de drainages:*

7) Toutes les eaux de surfaces, de toitures et de drainages des établissements doivent être raccordées au réseau des eaux pluviales de la zone d'activités. Leur rejet ne peut se faire que sous réserve qu'il n'a pas de conséquence de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux ainsi que de compromettre leur conservation et leur écoulement.

8) A défaut d'un système de régulation hydraulique central, les plates-formes industrielles « B et J » ne peuvent être raccordées à la canalisation pour eaux pluviales que par l'intermédiaire d'un bassin de retenue spécifique limitant le débit d'écoulement de la manière suivante :

Plate-forme industrielle	Surface (m²)	Débit de sortie maximal (/s)
B	33465	36.85
J	105615	116.20
Total	139080	153.05

En cas de changement des limites des plates-formes précitées, il doit être garanti que le débit totale fixé ci-avant ne soit pas augmenté.

*concernant le traitement des eaux usées:*

le traitement des eaux usées contaminées par des hydrocarbures:

9) Toutes les eaux polluées ou susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures, doivent être traitées dans une installation de séparation d'hydrocarbures. L'effluent des séparateurs d'hydrocarbures destinés au traitement des eaux provenant des surfaces externes doivent être raccordés au réseau des eaux pluviales de la zone. L'effluent des séparateurs d'hydrocarbures destinés au traitement des eaux provenant des surfaces internes (p.ex. sol d'un atelier, aire de distribution d'hydrocarbures) doivent être raccordés au réseau des eaux résiduaires de la zone. Au sens de la présente condition, on entend par surface externe une grande surface étant exposée aux intempéries et sur laquelle le risque de pollution par des hydrocarbures est faible (p.ex. parking aérien).

L'installation de séparation de liquides légers doit être conçue et réalisée selon la norme EN 858-1 et EN 858-2 ou une norme équivalente et de façon à ne pas dépasser dans les effluents rejetés une teneur en hydrocarbures de 10 mg/l en tenant compte d'une intensité pluviale de 200 l/sec.ha. Elle doit être munie d'une fermeture automatique lorsque le niveau maximal de liquides séparés est atteint. Elle doit être munie d'un regard séparé placé en aval de l'installation de séparation, permettant la prise d'échantillons des eaux évacuées et de vérifier le bon fonctionnement de l'installation.

L'installation doit toujours être maintenue en bon état de fonctionnement et débarrassée aussi souvent qu'il est nécessaire. Les boues et les liquides retenus sont à considérer comme déchets dangereux, et à éliminer en conformité avec la législation applicable en la matière.

10) Les eaux de pluie originaires des surfaces consolidées et des toitures et qui ne sont pas polluées par des hydrocarbures ainsi que les eaux sanitaires ne doivent pas passer par le séparateur d'hydrocarbures susmentionné.

le traitement des eaux usées contaminées par des graisses:

11) Les eaux usées susceptibles d'être polluées par des graisses doivent passer par un séparateur de graisses de capacité appropriée avant d'être raccordées au réseau des eaux résiduaires de la zone. Les séparateurs de graisses doivent être conformes au moins aux dispositions de la norme européenne EN 1825.

12) Le séparateur de graisses doit être vidé et nettoyé au moins mensuellement afin d'éviter tout dégagement de mauvaises odeurs. Les boues et les liquides retenus sont à considérer comme déchets dangereux, et à éliminer en conformité avec la législation applicable en la matière.

13) Les eaux usées qui ne sont pas susceptibles d'être polluées par des graisses ainsi que les eaux sanitaires ne doivent pas passer par le séparateur de graisses.

14) Les égouts doivent être pourvus d'un panier grillagé ou de tout autre dispositif capable d'éviter l'évacuation des corps solides vers la canalisation.



concernant l'entretien de l' (des) installation(s) de traitement:

15) L' (les) installation(s) de traitement doi(ven)t être conçue(s), exploitée(s) et entretenue(s) de manière à réduire au mieux les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elle(s) ne peu(ven)t assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les activités concernées.

*concernant l'utilisation de détergents:*

16) Les détergents utilisés en rapport avec l'exploitation de l'établissement (entreprise) doivent avoir un taux de biodégradabilité d'au moins 80 % et, en général, correspondre aux dispositions de la loi modifiée du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents et des règlements grand-ducaux pris en exécution de cette loi.

*concernant les exigences en relation avec les accidents et/ou sinistres:*

concernant le raccordement des sols des locaux techniques et de stockage au réseau d'égout:

17) Toutes dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, un déversement de produits chimiques liquides et/ou d'hydrocarbures vers l'égout ou vers l'extérieur. A cette fin, il sera notamment interdit de raccorder directement les sols des ateliers de travail, des locaux techniques et de stockage au réseau d'égout.

concernant la rétention des eaux d'extinction :

18) Tout établissement présentant un risque de pollution des eaux d'extinction ou des eaux pluviales doit prendre des dispositions adéquats afin d'éviter que des substances dangereuses pour l'environnement ne puissent se déverser dans la canalisation publique ou, en général, vers l'extérieur. Cette condition reste valable même lorsque l'établissement se raccorde à un système de sécurité centralisé.

19) Les eaux d'extinction et/ou autres substances retenus par le système de sécurité doivent être soumis dans les plus brefs délais à une analyse par un organisme agréé par le Ministre de l'Environnement, dans le cadre de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement. En fonction des résultats d'analyse, le contenu des bassins de rétention doit être éliminé en conformité avec la législation applicable en la matière.

#### IV.3) Protection du sol:

1) En cas de pollution du sol et du sous-sol par des produits/substances (solides, liquides et gazeux) dangereux pour l'environnement (p. ex. à la suite d'une fuite dans un transformateur, d'un réservoir), l'exploitant doit sans délai

- prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire cesser le trouble constaté;
- faire appel à la Protection Civile (tél.: 112);
- procéder à la décontamination du site ainsi pollué.

En outre, l'exploitant doit avertir dans les plus brefs délais l'Administration de l'environnement.

2) Au cas où les matières polluées ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant doit procéder à leur entreposage dans des conditions à éviter tout écoulement ou toute évaporation des substances polluantes. Ce stockage doit également se faire à l'abri des intempéries.

3) Les modalités concernant l'assainissement et l'élimination des déchets en résultant seront déterminées en détail dans un arrêté ministériel séparé, ceci en vertu de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

#### IV.4) Lutte contre le bruit:

1) La zone d'activités doit être aménagée et exploitée de façon à ce qu'elle ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.

2) Les mesures du bruit sont à exécuter conformément à l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers.

3) Dans le cas où le spectre de bruit est dominé par une tonalité précise perceptible dans les alentours immédiats de l'établissement, le niveau de bruit y déterminé est à majorer de 5 dB(A).

4) Dans le cas où des bruits impulsifs répétés se superposent au niveau sonore de base et dépassent ce niveau de 10 dB(A), le Leq déterminé est à majorer de 5 dB(A).

*concernant les propriétés situées en zone d'habitation à l'intérieur du périmètre d'agglomération de la localité de Dudelange:*

5) A la limite de la propriété la plus proche bâtie ou susceptible d'être couverte par une autorisation de bâtir en vertu de la réglementation communale existante, dans laquelle séjournent à quelque titre que ce soit des personnes soit de façon continue, soit à des intervalles réguliers ou rapprochés, il est recommandé aux responsables des établissements implantés dans la zone d'activités de ne pas dépasser en global les niveaux de bruit équivalents suivants :

entre 7<sup>00</sup> h et 22<sup>00</sup> h, la valeur de 55 dB(A)Leq et  
entre 22<sup>00</sup> h et 7<sup>00</sup> h, la valeur de 40 dB(A)Leq.



06/0174

*concernant les propriétés situées en zone d'habitation à l'intérieur du périmètre d'agglomération de la localité de Noertzange:*

6) A la limite de la propriété la plus proche bâtie ou susceptible d'être couverte par une autorisation de bâtir en vertu de la réglementation communale existante, dans laquelle séjournent à quelque titre que ce soit des personnes soit de façon continue, soit à des intervalles réguliers ou rapprochés, les niveaux de bruit équivalents en provenance de la zone d'activités ne doivent pas dépasser :

entre 7<sup>00</sup> h et 22<sup>00</sup> h, la valeur de 52 dB(A)Leq et  
entre 22<sup>00</sup> h et 7<sup>00</sup> h, la valeur de 40 dB(A)Leq.

*concernant les propriétés situées en zone d'habitation à l'intérieur du périmètre d'agglomération de la localité de Bettembourg:*

7) A la limite de la propriété la plus proche bâtie ou susceptible d'être couverte par une autorisation de bâtir en vertu de la réglementation communale existante, dans laquelle séjournent à quelque titre que ce soit des personnes soit de façon continue, soit à des intervalles réguliers ou rapprochés, les niveaux de bruit équivalents en provenance de l'ensemble de la zone d'activités ne doivent pas dépasser :

entre 7<sup>00</sup> h et 22<sup>00</sup> h, la valeur de 55 dB(A)Leq et  
entre 22<sup>00</sup> h et 7<sup>00</sup> h, la valeur de 40 dB(A)Leq.

*concernant les émissions de bruit:*

8) Sont admissibles sur les plates-formes industrielles non encore aménagées de la zone d'activités du point de vue acoustique, les établissements dont leurs émissions sonores ne dépassent pas les valeurs (IFSP) suivantes:

Parcelles de la zone	entre 7 <sup>00</sup> h et 22 <sup>00</sup> h IFSP [dB(A)]	entre 22 <sup>00</sup> h et 7 <sup>00</sup> h IFSP [dB(A)]
B	65	50
G	58	44
H	58	50
I	58	45
J	60	45

Sont admissibles sur les plates-formes industrielles déjà aménagées de la zone d'activités du point de vue acoustique, les établissements dont leurs émissions sonores ne dépassent pas les valeurs (IFSP) suivantes:

Parcelles de la zone	entre 7 <sup>00</sup> h et 22 <sup>00</sup> h IFSP [dB(A)]	entre 22 <sup>00</sup> h et 7 <sup>00</sup> h IFSP [dB(A)]
A	67	51
C	71 (*)	56 (*)
D	67	53 (*)
E	65	55
F	58	57 (*)

(\*) Les valeurs (IFSP) attribuées aux plates-formes C, D et F ne valent que pour les établissements y implantés lors de la délivrance du présent arrêté. En cas d'implantation d'un nouvel établissement sur une de ces parcelles, les émissions acoustiques spécifiques à cet établissement doivent être limitées de sorte à respecter les seuils fixés/recommandés pour l'ensemble de la zone d'activités.

La définition et la localisation des parcelles résultent de l'étude acoustique élaborée par l'organisme agréé « Luxcontrol S.A. » en date du 3 mars 2006 (référence n° 23016219.ZUR) telle que complétée le 22 octobre 2007 (référence n° 23016219.2MOS).

IFSP: Immissionswirksamer, Flächenbezogener Schalleistungspegel  
puissance acoustique surfacique effective au point d'immission

La présente condition est observée si la puissance acoustique globale ( $L_{WA}$ ) de l'établissement ne dépasse pas la puissance acoustique lui attribuée en fonction des parcelles occupées ( $L_{WA,zul}$ ):

$$L_{WA,zul} = IFSP + 10 \lg \frac{S}{S_0}$$

IFSP : puissance acoustique surfacique effective au point d'immission

S : surface de la parcelle (m<sup>2</sup>)

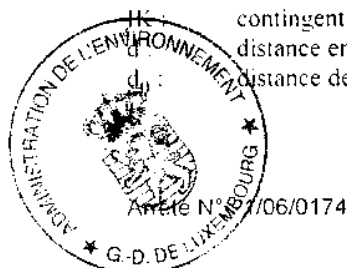
S<sub>0</sub> : surface de référence = 1 m<sup>2</sup>

La disposition est aussi observée, si le niveau d'évaluation des bruits générés par l'établissement respecte au point d'immission le plus exposé son contingent du niveau de bruit admissible.

Le contingent propre à un établissement se calcule de la manière suivante:

$$IK = L_{WA,zul} - 10 \lg \frac{d^2}{d_0^2} - 11$$

IK : contingent du niveau de bruit à respecter au point d'immission le plus exposé  
d : distance entre le centre de la parcelle et le point d'immission le plus exposé  
d<sub>0</sub> : distance de référence = 1 m



Lorsque l'établissement fait preuve de l'application des meilleures techniques disponibles en matière d'environnement, le contingent précité peut être exceptionnellement dépassé pour autant que l'impact de l'établissement reste de 10 dB en dessous des seuils fixés/recommandés pour l'ensemble de la zone d'activités.

9) En cas d'une concentration des sources de bruit à la limite d'une parcelle, un contrôle du contingent du niveau de bruit à respecter au point d'immission le plus exposé doit être réalisé nonobstant du respect de la puissance acoustique attribuée à la parcelle concernée ( $L_{WA, zul}$ ).

#### *concernant les propriétés situées à l'intérieur de la zone d'activités :*

A la limite d'un local sensible aménagé à l'intérieur de la zone d'activités, les niveaux de bruit équivalents en provenance d'un établissement y implanté ne doivent pas dépasser :

entre 7<sup>00</sup> h et 22<sup>00</sup> h: 65 dB(A)Leq;

entre 22<sup>00</sup> h et 7<sup>00</sup> h: 50 dB(A)Leq.

Les locaux, dont l'usage est sensible au bruit sont:

- a) Les pièces des habitations (logements de service), à l'exclusion des cuisines sans partie habitable, des locaux sanitaires et des réduits;
- b) Les locaux d'exploitations, dans lesquels des personnes séjournent régulièrement durant une période prolongée, en sont exclus les locaux destinés à la garde d'animaux de rente et les locaux où le bruit inhérent à l'exploitation est considérable.

#### *concernant les mesures de réduction de bruit:*

10) L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

11) A l'intérieur de la zone d'activités, il est interdit de laisser tourner sans nécessité technique le moteur d'un véhicule immobilisé pendant un temps prolongé, même pour le faire chauffer ou pour faire chauffer l'habitacle du véhicule.

12) L'intensité et la composition spectrale des émissions sonores doivent être limitées de façon à ne pas provoquer dans les locaux du voisinage des vibrations susceptibles de causer une gêne anormale aux habitants.

### **IV.5) Prévention et gestion des déchets en provenance de l'exploitation normale**

#### *concernant la gestion des déchets:*

1) Toute acceptation de déchets provenant de tiers est interdite. Exception est faite lorsque l'exploitant dispose d'installations spécifiques dûment autorisées par la législation applicable dans la matière.

2) La valorisation ou l'élimination des déchets provenant de l'établissement doit être conforme à tous niveaux à la législation applicable en la matière. Cette condition reste valable même lorsque recours est fait à un tiers pour accomplir cette tâche.

3) La valorisation doit concerner en premier lieu le recyclage des matières. A cette fin, toutes les mesures doivent être prises pour procéder à une collecte sélective des différentes fractions de déchets.

*concernant la prévention et la réduction des déchets:*

4) Dans toute la mesure du possible, l'exploitant doit se procurer les produits ou substances dont ils ont besoin dans des récipients, emballages, conteneurs ou autres à usage multiple.

*concernant la collecte et le stockage des déchets:*

5) La collecte des déchets à l'intérieur de l'établissement doit se faire de façon à :

- ne pas ajouter aux déchets de l'eau ou toute autre substance;
- ne pas mélanger les différents déchets dans la mesure où le traitement séparé est requis pour les besoins de la valorisation ou de l'élimination;
- séparer les différents déchets dont la collecte sélective s'avère impossible.

6) A l'intérieur de l'établissement, une ou plusieurs zones de collecte des déchets doit(ven)t être spécialement désigné(s) et aménagée(s) à cet effet. Cette (ou ces) zone(s) doit(ven)t abriter les différents conteneurs ou récipients de collecte pour les différentes fractions de déchets. La (ou les) zone(s) doit(ven)t être aménagée(s) de façon à y permettre une manipulation des déchets en respectant les règles générales de sécurité, de salubrité et de propreté et notamment les conditions fixées dans le présent arrêté.

7) La zone de collecte ainsi que les récipients de collecte doivent être maintenus dans un état de propreté et d'entretien impeccable.

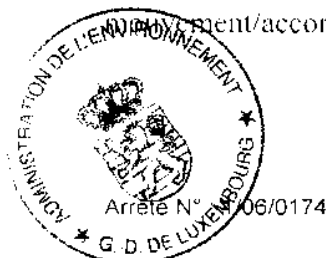
8) La collecte des déchets ne peut se faire que dans des récipients appropriés et spécialement conçus à cet effet.

9) Le cas échéant, les différents récipients de collecte doivent être étiquetés de façon à autoriser une identification évidente en toutes circonstances.

10) En dehors des zones spécialement prévues et aménagées à cet effet, tout entreposage de déchets est interdit.

*concernant les transferts des déchets:*

11) Tout transfert de déchets doit respecter la législation relative aux transferts de déchets dont plus particulièrement le règlement (CE) N° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ainsi que le règlement grand-ducal du 7 décembre 2007 concernant le transfert national de déchets. Le cas échéant les déchets ne peuvent être transférés vers leurs destinataires qu'après notification préalable conformément à ces législations et sous le couvert d'un formulaire de transfert/accompagnement prévu spécialement à cet effet.





**Article 2:** Le présent arrêté est transmis en original au Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur pour leur servir de titre.  
et en copie:

- à la société ENECO S.A. pour information;
- aux administrations communales de Bettembourg et Dudelange aux fins déterminées par l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999.

**Article 3:** Contre la présente décision, un recours peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour.

Pour le Ministre de l'Environnement,

Robert SCHMIT  
Directeur de l'Administration de l'environnement